

Prévisions de croissance

La guerre des chiffres repart

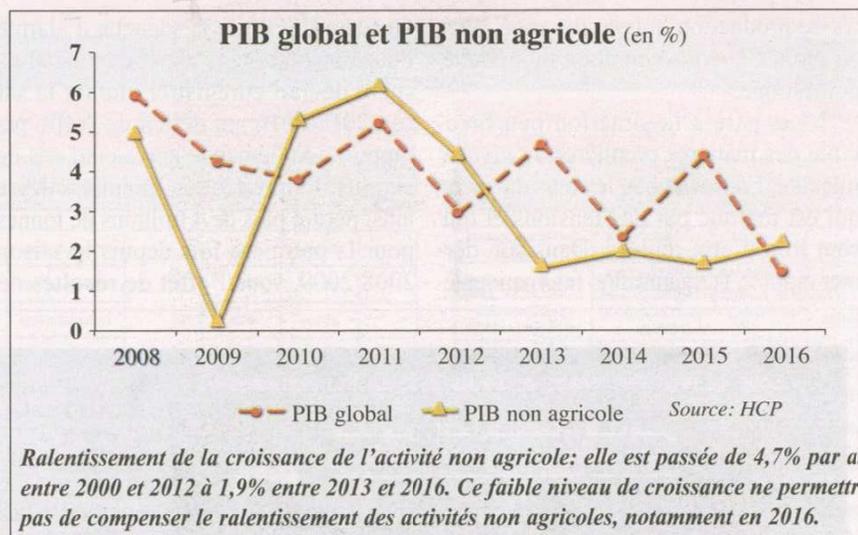
• **Le 1% de la Banque centrale fait grincer des dents le gouvernement**

• **Le HCP et le CMC maintiennent leurs projections**

LES prévisions sur la croissance économique dérangent surtout à quelques mois des élections législatives. Les taux avancés par les différentes institutions sont souvent critiqués et remis en cause alors qu'ils se basent sur des modèles éprouvés.

Après le Haut commissariat au plan, c'est au tour de la banque centrale de faire les frais de l'ire des parlementaires du PJD et du gouvernement.

Bank Al-Maghrib a annoncé un taux de 1% contre 1,2% pour le Centre marocain de conjoncture et 1,3% pour le Haut commissariat au plan. Cette révision à la baisse de la prévision de la croissance de BAM pour



2016 tient à l'ajustement de l'hypothèse relative à la production céréalière de 70 millions à 38 millions de quintaux (voir aussi L'Economiste du 23 mars 2016). Et ce, en raison des données climatiques et de la situation de la végétation à fin février. Du coup, la valeur ajoutée agricole devrait se

contracter de 13,8% et le PIB non agricole continuerait à évoluer à un rythme limité de 2,9%. «Ces prévisions sont optimistes pour le non agricole et sévères pour l'évolution de la valeur ajoutée agricole. Au HCP nous avons tenu compte d'une politique monétaire plus dynamique et ses conséquences sur l'entreprise. Mais à regarder le taux de croissance du financement de l'économie, nous ne risquons pas d'atteindre le taux de 2,2% prévu pour le PIB non agricole», déclare à L'Economiste Ahmed Lahlimi, Haut commissaire au plan.

Le HCP, qui maintient la prévision de croissance pour cette année, reste néanmoins prudent. «Nous n'allons pas nous hasarder à changer cette prévision puisque rien ne permet de la baisser ou de la relever. Nous attendrons pour cela le mois de juin», poursuit Lahlimi.

Pour les prévisionnistes, les dernières précipitations ne risquent pas d'avoir un grand impact sur l'évolution de la valeur ajoutée agricole. «Elles sont tardives pour la céréaliculture mais bénéfiques pour l'élevage. Il n'y a pas d'éléments nouveaux qui nous pousseraient à revoir nos prévisions», confie à L'Economiste Habib El Malki, président du CMC. Proche de l'USFP, El Malki critique la réaction du gouvernement: «Malheureusement l'équipe Benkirane refuse de procéder à une lecture de la réalité des chiffres». Contacté par L'Economiste Abdellatif Jouahri wali de BAM n'a pas souhaité «polémiquer, ayant tout dit lors de la conférence de presse».

Comme l'expliquent le HCP et le CMC ainsi que la Banque mondiale (voir également interview en page 9), le problème n'est pas lié uniquement à la pluviométrie mais à l'évolution du non agricole. Car malgré les différentes stratégies, et à l'exception de quelques branches d'activité, le non agricole a du mal à décoller. «Il a connu une évolution descendante depuis les 10 dernières années. Si on enlève les impôts et les subventions, le secteur non agricole n'a pas dépassé un taux de croissance de 1,7% en 2015. Dans nos prévisions, nous avons été très optimistes pour 2016», indique le Haut commissaire au plan. □

K. M.



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com